

Sur très hautes instructions du chef de l'État», le délégué général à la Sûreté nationale (Dgsn) a demandé à tous les délégués régionaux de prendre des dispositions idoines en vue de renforcer, sans tracasseries inutiles, le contrôle de la circulation routière des véhicules administratifs et militaires.

La détermination du Gouvernement camerounais à assurer la sécurité des biens et des personnes au moment où les sécessionnistes multiplient les attaques et enlèvements est clairement affichée. Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en proie à une crise sécuritaire depuis Octobre 2016, bénéficient de ce fait d'une attention et de mesures préventives toutes particulières, contre les menaces de violences et d'insécurité qui planent sur ces régions du pays. Voilà pourquoi, se fondant sur le «contexte sécuritaire actuel», et «dans un souci d'éviter la pénétration opportuniste des personnes et matériels dangereux au Cameroun», Martin Mbarga Nguele entend enrayer le phénomène, qui prend de l'ampleur et particulièrement dans ces régions, où des assauts sécessionnistes contre des postes de contrôle et de commandement sont légions.

Et donc, « Sur très hautes instructions du chef de l'État», le délégué général à la Sûreté nationale (Dgsn) a demandé à tous les délégués régionaux et, de prendre des dispositions idoines en vue de renforcer, sans tracasseries inutiles, le contrôle de la circulation routière des véhicules administratifs et militaires. Le patron de la police a également prescrit la vérification systématique des dossiers des dites voitures ainsi que l'identification de leurs occupants. Parallèlement aux prescriptions du Dgsn, le gouverneur de la région du Sud-Ouest, Bernard Okalia Bilaï, vient de demander, toujours par voie de message porté, aux préfets, commandant de légion de gendarmerie et autres chefs d'unités de la police, la réinstauration des postes de contrôle mixte au niveau des axes routiers stratégiques. Notamment, les entrées et sorties des centres urbains. Renforcement sécuritaire Les contrôles seront accompagnés de fouilles systématiques des véhicules et des passagers à bord.

Ce redéploiement, précise le gouverneur, constitue une réponse «aux attaques et enlèvements perpétrés par des terroristes sécessionnistes», récemment enregistrés au cœur de certains centres urbains des unités administratives. L'on note que ce renforcement de la sécurité, en régions anglophones, coïncide avec une nouvelle montée de tension consécutive à un mot d'ordre lancé par un groupe sécessionniste dénommé Victoria Shark Battalion, invitant les populations à respecter tous les textes et dispositions réglementaires de la «Federal Republic of Ambazonia», dont il se veut le garant.

Entre temps, ces derniers mois, des écoles ont été incendiées dans les villes de Bamenda et

Buea par des activistes non identifiés. De quoi créer la psychose au sein des populations. Car, les auteurs de ces actes de terrorisme qui ont fait leur nid dans ces régions multiplient d'ingéniosités.

Leurs membres veulent forcer le gouvernement à céder à leurs revendications fédéralistes et même sécessionnistes. C'est donc en toute responsabilité que les autorités prennent les mesures sécuritaires qui s'imposent pour enrayer les menaces sécuritaires. Ce d'autant plus que l'exploitation de cinq « terroristes » arrêtés les 2 et 3 août 2017 avait alors permis de découvrir qu'ils projetaient de « perpétrer des attaques contre les forces de défense et de sécurité, des responsables militaires et des autorités administratives du pays ».

cameroon-report.com
